

Communiqué du 27 juin 2013

### La LGV POCL repoussée à 2035 au minimum, une chance pour les trains du quotidien ?

La commission Mobilité 21 vient de rendre ses conclusions sur la révision du Schéma national des infrastructures de transport, un schéma dans lequel la droite avait empilé les projets sans clairvoyance, sans vision d'ensemble, et sans tenir compte de l'état des finances publiques.

Dans son rapport, la Commission Duron met l'accent sur l'amélioration de l'existant et confirme les arguments avancés par les écologistes depuis des années, en déclarant qu'il est nécessaire de « *sortir de la vision trop restrictive qui considère la grande vitesse ferroviaire comme seul marqueur de modernité, alors qu'elle conduirait à des impasses* ».

Parmi les 245 milliards d'euros de projets inscrits dans le SNIT, la LGV POCL, dont la mise en circulation est repoussée à 2035 au minimum, comme nous n'avons jamais cessé de le dire, mais sans jamais être écouté ! En effet, **la droite n'a pas eu le monopole de la démagogie sur le projet POCL** ; combien d'élus de gauche en Auvergne ont réclamé leur joujou sans jamais se poser la question de son financement, et malheureusement, sans jamais envisager la modernisation du réseau classique comme solution alternative ?

**Depuis le début, nous répétons que la réalisation de la LGV POCL dépend de deux critères décisifs : l'état des finances publiques tout d'abord et la date de saturation de la ligne Paris-Lyon ensuite.** Finalement, chacun pourra constater que les écologistes ont bien les pieds sur terre et qu'ils sont bien les seuls à ne pas vendre des rêves impossibles aux citoyens !

En effet, sans **l'affectation d'une nouvelle ressource nationale pérenne dédiée au financement des infrastructures ferroviaires**, il est tout à fait inimaginable d'envisager à la fois de tels projets de LGV mais aussi la modernisation du réseau classique, des trains de la vie quotidienne et du fret. Et ce n'est pas l'affectation annuelle de 450 millions d'euros supplémentaires à l'AFIT, issus des recettes d'une écotaxe poids lourd sans cesse repoussée, qui permettra de résoudre l'équation !

Plus que jamais, le pragmatisme de **la Commission Duron offre une chance au Train à Haut Niveau de Service proposé par les écologistes de 6 régions réunies**, une proposition qui ne laisse d'ailleurs pas insensibles Guillaume Pépy, le président de la SNCF, et Jean-Louis Bianco, ancien Ministre des Transports, tous deux favorables à un train intermédiaire entre le TGV et le TER.

Dans la période de crise que nous traversons, où un euro d'argent public dépensé doit plus que jamais être un euro utile, nous proposons en effet **une alternative trois fois moins chère que les projets de LGV POCL et Poitiers Limoges. Cette solution permettrait, en moins de 10 ans, de désaturer les LGV Paris-Lyon et Atlantique**, et donc d'économiser plusieurs milliards d'euros. En combinant l'optimisation des lignes existantes et la construction de lignes nouvelles, seulement là où elles sont nécessaires et utiles, notamment au sud de Paris où le réseau est saturé, notre proposition permettrait de **désenclaver le Massif Central sans attendre les calendes grecques** et d'offrir enfin aux usagers **un train rapide qui n'oublie personne**, avec des tarifs beaucoup plus attractifs pour eux.

Avec ce projet, nous faisons le choix de connecter les territoires de manière intelligente, d'améliorer les relations nord-sud, mais aussi les liaisons est-ouest. **L'espace central serait à nouveau desservi par ces relations transversales injustement détournées par Paris, une logique centralisatrice qui n'a fait que renforcer les métropoles, la dualisation ferroviaire et la fracture territoriale.**

**Groupe des élus Europe Ecologie – Les Verts du Conseil Régional d’Auvergne**

Contact : Pierre Pommarel, Président du Groupe : 06 73 74 54 84  
Rémi Traversier, collaborateur du groupe : 04 73 31 84 92